

● Droit de l'environnement pour non-juristes : l'essentiel de la réglementation et des responsabilités

Maîtriser les principales règles environnementales et leurs implications sur les activités économiques

Code
581038

Durée
**3 jours / 21
heures**

Tarif Inter*
**2 065 €
HT**

*Repas inclus (en présentiel)

PUBLIC

Responsables QSE - Responsables environnement - Collaborateurs de service environnement - Toute personne souhaitant s'initier au droit de l'environnement

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

NIVEAU D'EXPERTISE

Fondamentaux

LES POINTS FORTS

Animation par des experts en droit de l'environnement industriel, accompagnant quotidiennement les entreprises pour la mise en œuvre opérationnelle de la réglementation environnementale

Focus sur les dernières modifications législatives et leurs impacts pour les entreprises

Mises en pratique et échanges basés sur des cas concrets soumis par les participants ou le formateur

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.

Objectifs pédagogiques

- Décrire le cadre du droit environnemental, son champ d'application et ses principaux acteurs
- Lister les principales exigences en matière de prévention des pollutions et de protection de l'environnement
- Construire un argumentaire en faveur de l'évaluation et du maintien de la conformité réglementaire de son organisation

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur recevra vos objectifs de progrès. Auto-évaluez vos compétences pour suivre vos progrès à l'issue de votre formation.

Décrire le cadre du droit environnemental, son champ d'application et ses principaux acteurs

Situer de droit de l'environnement industriel français dans son contexte

- Découverte de l'historique et de la structuration de la réglementation environnementale
- Compréhension des interconnexions entre le Code de l'environnement et les autres domaines du droit français
- Identification des principaux acteurs en charge de la législation et de sa mise en œuvre
- Focus sur les apports des derniers textes parus : Loi Industrie Verte et CSRD
- Jeu de mémoire : relier les grands événements qui ont fait évoluer la réglementation française et le socle actuel

Préciser les spécificités applicables aux ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement)

- Principes de classement d'une activité selon la nomenclature des installations classées

- Evaluation de l'action de
- formation en ligne sur votre espace participant :
 - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service
 - ▶ A froid, 60 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
 - Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : care-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

- Définitions des différents régimes de classement des ICPE (déclaration, enregistrement et autorisation) et interactions avec la réglementation européenne (IED, SEVESO)
- Se repérer parmi les procédures administratives accompagnant la vie d'une ICPE selon son régime : (ouverture, modification substantielle, cessation d'activité)
- Comparaison du niveau d'exigences des documents encadrant l'exploitation d'une installation, selon son régime (arrêtés de prescriptions générales, arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter)
- Cas pratique : identifier le régime dont dépend un site industriel en analysant la nomenclature ICPE

Lister les principales exigences en matière de prévention des pollutions et de protection de l'environnement

Décrire les exigences applicables à la gestion de l'eau et de la biodiversité

- Comprendre l'organisation de la gestion de l'eau et l'articulation entre ses principaux acteurs : la nomenclature IOTA, dite nomenclature loi sur l'eau
- Identifier les principales exigences applicables à la consommation et la prévention de la pollution pour une entreprise, selon son régime
- Découvrir les principales thématiques couvertes par la loi sur la biodiversité et leur transposition pour une entreprise
- Comparer les spécificités de la lutte contre les nuisances sonores et lumineuses selon son activité
- Cas pratique : décrypter les exigences relatives aux thématiques étudiées issues d'un arrêté d'autorisation d'exploiter d'une ICPE

Etablir les interrelations entre protection de la qualité de l'air et lutte contre le réchauffement climatique

- Principes de planification de la protection de la qualité de l'air et utilisation de l'énergie
- Déterminer les exigences applicables aux entreprises pour lutter contre la pollution atmosphérique et l'effet de serre selon leur spécificités (ICPE, transport, tertiaire...)
- Nouvelles obligations des entreprises en matière de production d'énergie renouvelable : panneaux solaires, ombrières, éoliennes terrestres et maritimes
- Nouvelles règles et pratiques en matière de mobilité durable : recharge des véhicules électriques, mobilités douces...
- Jeu pédagogique : faire le point sur les différents dispositifs de contrôles et d'aide applicables à une activité économique selon sa situation

Expliquer les fondamentaux de la prévention et de la gestion des déchets

- Définitions et critères de classification des déchets
- Panorama des modes de gestion selon leur hiérarchie de la prévention à l'élimination
- Evolution des domaines de responsabilités des différents acteurs de la gestion des déchets, y compris la responsabilité élargie du producteur (REP)
- Comparer les principes de traçabilité et la documentation associée aux différentes familles de déchets

- Etude de cas : identifier les différentes appellations et exigences de tri applicables à une sélection de déchets

Définir une politique de gestion des produits dangereux qui prévienne les atteintes à la santé, y compris la pollution des sols

- Réglementation européenne sur la chaîne de valeur en matière d'information et d'utilisation de produits dangereux (règlements REACH, CLP)
- Principales exigences applicables aux entreprises en matière de gestion du risque chimique (réception, stockage, transport)
- Panorama des outils d'identification et de gestion des sites et sols pollués par des produits chimiques
- Jeu pédagogique : identifier les points de conformité d'un stockage de produits dangereux

Construire un argumentaire en faveur de l'évaluation et du maintien de la conformité réglementaire

Renforcer la prise en compte des risques majeurs (naturels et technologiques)

- Prévention des risques majeurs : de quoi parle-t-on ?
- Identifier les éléments de planification associés aux risques technologiques et leur application : PPRT, plan vieillissement des installations industrielles...
- Identifier les éléments de planification associés aux risques naturels et leur application : PPRN, révision des cartographies et exigences applicables en matière de foudre, séisme...
- Manipulation d'outil : découvrir les ramifications du site Géorisques et les appliquer à son site

Identifier les responsabilités prévues en matière environnementale et les sanctions associées

- Evolution du principe pollueur /payeur et de la définition de responsabilité environnementale selon son régime
- Acquisition du vocabulaire associé aux dommages environnementaux et à leur réparation (préjudice écologique)
- Point sur l'action de la Police de l'environnement et les sanctions associées aux non-conformités
- Cas pratique : élaborer son propre argumentaire en faveur de l'évaluation et du maintien de la conformité réglementaire

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources, auto-évaluer vos compétences acquises pendant votre formation et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

A noter

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

Prochaines sessions

PARIS

- 7-8-9 Sep. 2026 – Session Garantie
- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

A DISTANCE

- 7-8-9 Sep. 2026 – Session Garantie
- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

AIX-EN-PROVENCE

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

BORDEAUX

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

CHAMBERY

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

GRENOBLE

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

LILLE

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

LYON

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

MARSEILLE

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

MONTPELLIER

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

NANTES

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

NICE

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

NIORT

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

PAU

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

RENNES

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

ROUEN

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

STRASBOURG

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

TOULOUSE

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026

TOURS

- 3-4-5 Nov. 2026
- 2-3-4 Déc. 2026